Envoyé en préfecture le 12/08/2026
Reçu en préfecture le 12/08/2026
Publié le
ID : 095-219500741-20260811-A202682-AR

Boisemont
VILLAGE DU VAL D'OISE

REPUBLIQUE FRANCAISE
Mairie de Boisemont

ARRETE n° 2026/82
PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTIONS ET DE SIGNATURE
A Monsieur Boubekeur MERABET, CONSEILLER MUNICIPAL DÉLÉGUÉ
A LA SÉCURITÉ ET A LA MOBILITÉ

Le Maire de Boisemont,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-18 ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du conseil municipal en date du 21 mars 2026 constatant l'élection du maire et des adjoints ;

Vu le procès-verbal de la séance d'installation du conseil municipal en date du 21 mars 2026 constatant l'installation de Monsieur Boubekeur MERABET en tant que conseiller municipal ;

Vu la délibération n°2026/39 du 21 mars 2026 par laquelle le conseil municipal a délégué au maire, au terme de l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales, un certain nombre de ses compétences ;

Vu l'absence d'opposition du conseil municipal, dans sa délibération en date du 21 mars 2026 portant délégation de compétence au maire, de subdéléguer ses compétences ;

Vu les arrêtés n°2026/78, 2026/79, 2026/80 et 2026/81 du 5 août 2026 par lesquels le Maire a délégué une partie de ses fonctions à chacun des quatre adjoints au Maire, de sorte qu'il ne reste aucun adjoint disponible pour recevoir une délégation supplémentaire, au sens du troisième alinéa de l'article L. 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que ces circonstances autorisent le Maire à déléguer une partie de ses fonctions à un membre du conseil municipal, dans les conditions prévues au troisième alinéa de l'article L. 2122-18 précité ;

Considérant que la bonne marche des services municipaux et la continuité du service public imposent que l'exercice de certaines attributions du maire, précisément identifiées, ainsi que la signature de catégories déterminées d'actes et de documents, soient assurés par les conseillers municipaux délégués ;

Considérant qu'il appartient au maire de définir avec précision, pour chaque matière déléguée, la nature des décisions et des actes couverts par la délégation, conformément aux exigences de la jurisprudence administrative relative aux délégations de fonctions et de signature ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté municipal n° 2026/47 ne définit pas avec une précision suffisante les domaines de compétences ainsi que les matières faisant l'objet de la délégation ;

ARRETE

Article 1 : L'arrêté 2026/47 est abrogé.

Article 2 : Sous la surveillance et la responsabilité du Maire, délégation de fonctions et de signature est donnée à Monsieur Boubekeur MERABET, conseiller municipal délégué à la sécurité et à la mobilité, dans les matières et selon les actes précisément énumérés ci-après.

Envoyé en préfecture le 12/08/2026
Reçu en préfecture le 12/08/2026
Publié le
ID : 095-219500741-20260811-A202682-AR

Boisemont
VILLAGE DU VAL D'OISE

1. SÉCURITÉ

- Valider les bons de commande relatifs aux dispositifs de prévention et de sécurisation des bâtiments et espaces communaux (contrôles, vérifications réglementaires, équipements de sécurité), dans la limite de 1 000 € TTC par commande ;
- Signer la correspondance courante avec les services et organismes compétents en matière de sécurité (SDIS, forces de l'ordre, bureaux de contrôle) dans le cadre du suivi des dispositifs de prévention et de gestion des risques, à l'exclusion de tout acte relevant du pouvoir de police du Maire ;
- Représenter la commune, sur mandat exprès du Maire, aux réunions de la commission communale de sécurité et aux instances de prévention des risques.

2. MOBILITÉ

- Valider les bons de commande relatifs à l'entretien et à l'aménagement des équipements liés à la circulation, au stationnement et aux déplacements (signalisation, mobilier de voirie), dans la limite de 1 000 € TTC par commande ;
- Signer la correspondance courante avec les organismes et partenaires compétents en matière de mobilité et de transports ;
- Représenter la commune, sur mandat exprès du Maire, aux réunions relatives aux projets de circulation, de stationnement et de mobilité douce.

Article 3 : La présente délégation est accordée à Monsieur Boubekeur MERABET, conseiller municipal délégué à la sécurité et à la mobilité, sous la surveillance et la responsabilité du Maire. Elle s'exerce dans les limites des matières et des actes définis à l'article 1 et sans préjudice des compétences que la loi et les règlements attribuent au Maire. Le Maire conserve à tout moment la faculté d'intervenir dans les matières faisant l'objet de la présente délégation, de donner toute instruction utile et de retirer ou modifier la délégation dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 4 : Dans le cadre des matières qui lui sont déléguées à l'article 1, Monsieur Boubekeur MERABET, conseiller municipal délégué à la sécurité et à la mobilité, est habilité, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, à signer les seuls actes et documents énumérés à l'article 1, à l'exclusion de tout autre acte et, en tout état de cause, à l'exclusion des actes pour lesquels une disposition législative ou réglementaire impose la signature personnelle du Maire.

Article 5 : La présente délégation ne comporte pas délégation du pouvoir de police du Maire, ni délégation générale en matière d'engagement des dépenses, de passation et de signature des marchés publics, de conclusion de contrats ou de prise de décisions engageant financièrement la commune au-delà des seuils fixés à l'article 1, sauf délégation spécifique accordée par un acte distinct et dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables.

Article 6 : Monsieur Boubekeur MERABET, conseiller municipal délégué à la sécurité et à la mobilité, ne pourra subdéléguer les fonctions qui lui sont confiées par le présent arrêté.

Article 7 : Madame Stéphanie CHORIN, Maire de Boisemont, est chargée de l'application du présent arrêté qui sera inscrit au registre des arrêtés du Maire, publié et notifié à l'intéressé, conformément à la réglementation en vigueur. Une ampliation sera transmise à Monsieur le préfet du Val d'Oise et au receveur municipal.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou de sa notification, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible par voie électronique. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être formé auprès de Madame le Maire.

Boisemont, le 11 août 2026

Le Maire

Stéphanie CHORIN